L'urgence du long terme

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1288

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1014998

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP

L'urgence du long terme

La barre des 200000 chômeurs est passée en Suisse, comme prévu. Beaucoup de jeunes parmi eux, qui vivent de pénibles débuts de vie professionnelle. Des multinationales ayant leur état-major dans notre pays qui accroissent leurs investissements directs à l'étranger et y occupent plus d'un million et demi de personnes. Et le travail qui fout le camp: automatisation, rationalisation, restructuration, mondialisation, autant d'évolutions qui suppriment des emplois, souvent pour toujours, ou les déplacent, parfois très loin.

A ce régime, le mouvement syndical tangue partout; comme en Suisse, où il cherche les moyens et structures pour faire face aux problèmes des travailleurs comme à ses propres difficultés: effectifs en baisse, organisation inadéquate, réflexion et vision insuffisantes. Pour l'heure, sous la pression des événements, les économistes patentés de l'Union syndicale suisse apposent leur signature, non sans expresses réticences, au bas du Manifeste, scellant ainsi l'union sacrée obtenue par MM. les professeurs Jean-Christian Lambelet, Peter Tschopp et même Heinz Hauser, l'un des auteurs du *Livre blanc* attribué à M. de Pury.

Les salariés attendent de leurs représentants qu'ils se montrent à la recherche de véritables solutions pour l'avenir

Mais au-delà de cette «urgence de la situation économique» invoquée par les signataires du Manifeste, au-delà aussi de la défense systématique des acquis sociaux et de quelques revendications immédiates, il y a ample matière à réflexion à plus long terme. Certes elle se poursuit, notamment dans le mouvement syndical, sur les modèles de répartition, à l'échelle individuelle et collective, d'un travail dont on pressent bien que le volume global diminuera et la nature évoluera. Mais les salariés attendent de leurs représentants qu'ils se montrent à la recherche de véritables solutions pour l'avenir, qu'ils indiquent au moins le sens dans lequel ils poursuivent leurs réflexions.

Prenons l'exemple des robots industriels, qui ont largement dépassé le stade des prototypes pour atteindre celui, plus inquiétant, de l'exploitation, déjà en voie de généralisation pour certaines productions. Selon une récente publication des Nations Unies (*World Industrial Robots*, 1996), les chiffres sont là, froids, glaçants: 650000 robots à l'œuvre dans le monde, dont 75500 vendus en 1995 (en augmentation de 26% par rapport à l'année précédente), au prix moyen de 82000 $(contre 108000 $ en 1991). Le Japon reste le plus gros utilisateur (60% des robots installés dans le monde), les Etats-Unis suivent loin derrière (10%) mais toute une série de pays s'y sont mis (Corée, Tchéquie, Singapour). En Suisse, on recensait 1510 robots industriels en 1990, le double en 1994 et 3390 en 1995, en majorité installés chez les constructeurs de machines et les mécaniciens de précision.

Les experts des Nations Unies se gardent bien d'analyser les effets de l'automatisation sur l'emploi dans l'industrie. Mais on ne peut s'empêcher de penser à ces grandes halles de production automobile pilotées depuis une cabine de commande monoplace. En tout état de cause, il n'y aura pas de vengeance ouvrière contre la machine. Car si la mécanisation avait suscité de telles réactions, dans le textile en particulier, l'informatisation a étonnamment bien passé et la robotisation ne suscite que des murmures éparpillés dans le monde.

Cette absence de réaction visible cache, espérons-le, une juste réflexion de la part des dirigeants syndicaux: à l'instar des ordinateurs, les robots industriels déchargent l'homme de travaux difficiles ou fastidieux, mais exigent eux-mêmes, pour leur conception et leur production, une abondante matière grise et une main-d'œuvre très qualifiée. Voilà qui indique une direction d'avenir pour le monde du travail: celle d'un investissement intellectuel de plus en plus important, dans la formation de base et continue, dans la recherche scientifique et le développement de produits, le tout dans cette visée qualitative que l'on sait génératrice d'emplois.

YJ

JAA 1002 Lausanne
13 février 1997 – nº 1288
Hebdomadaire romand
Trente-quatrième année